

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU 23 JUIN 2017

**Présents :** Claude OLIVE, Président, Philippe NEYS, Florence LASSERRE-DAVID, Emmanuel ALZURI, Louis DARRIBEROUGE et Jean-Marc LESPAGE, Vice-Présidents, Eric BONNAMY, Alain IRIART, Membres délégués, Christian GONZALES, Robert HOURCADE, Jean-Pierre LAFLAQUIERE, Jean-Paul SALDUCCI, Jacques VEUNAC (à partir du rapport n°2) et Martine BISAUTA (à partir du rapport n°2).

**Absents ou excusés :** Jean-René ETCHEGARAY, Vice-Président, Michel VEUNAC, Michel SOROSTE, Nathalie MOTSCH et Marie-Ange THEBAUD.

**Procurations :**

- Jean-René ETCHEGARAY à Claude OLIVE.
- Michel SOROSTE à Philippe NEYS.

**Secrétaire de Séance :** Eric BONNAMY

### OJ N°2 : MODIFICATIONS DES STATUTS DU SYNDICAT DES TRANSPORTS

#### **1. Rappel du contexte institutionnel**

Les statuts originels du Syndicat mixte des transports de l'Agglomération Côte Basque-Adour (ci-après « STACBA ») ont été approuvés par arrêté préfectoral du 9 décembre 1977.

Depuis lors, ils ont fait l'objet de plusieurs modifications dont, en particulier, celle approuvée par arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2011 fixant sa dénomination actuelle, et la dernière en date, approuvée par l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 relative à la prise de la compétence « *pose et entretien des abris voyageurs* ».

Une nouvelle évolution statutaire du STACBA doit aujourd'hui être envisagée, pour tenir pleinement compte des évolutions relatives à la compétence mobilité et à la réforme du paysage institutionnel local (loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République).

Au terme des textes aujourd'hui en vigueur se dégage une nouvelle compétence « *organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code* » dont les contours ont été définis par le législateur.

Par ailleurs, la Communauté d'agglomération du Pays Basque, issue de la fusion des EPCI du territoire basque, et incluant la commune de Saint-Pierre d'Irube a, quant à elle, délibéré dans le cadre de son premier conseil communautaire en faveur de la continuité du Syndicat par adhésion à celui-ci (délibération du 23 janvier 2017, OJ n°9).

Après échanges entre le STACBA, les services des préfectures des départements des Pyrénées-Atlantiques et des Landes, la commune de Tarnos, et la Communauté d'agglomération du Pays Basque, il est apparu nécessaire de faire évoluer les statuts du Syndicat, en particulier s'agissant de son périmètre, dans les conditions prévues par le code général des collectivités territoriales, pour tenir pleinement compte des conséquences de la loi NOTRe susmentionnée ainsi que des derniers textes intervenus en matière de mobilité.

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

C'est dans ce contexte qu'il vous est demandé d'approuver un projet de nouveaux statuts, préalablement à des délibérations concordantes du conseil municipal de la commune de Tarnos et du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays Basque.

### **2. Présentation succincte des nouveaux statuts du STACBA**

Les nouveaux statuts du SYNDICAT, qu'il vous est proposé de rebaptiser SMPBA pour « SYNDICAT DES MOBILITÉS PAYS BASQUE-ADOUR », ont ainsi pour objet :

- d'une part, de tenir compte des évolutions institutionnelles susmentionnées et du territoire de la Communauté d'agglomération du Pays Basque, devant conduire à modifier les règles de représentativité des membres du syndicat ;
- d'autre part, de tenir compte des évolutions législatives récentes relatives à la compétence « *mobilité* » des collectivités territoriales et de leurs groupements.

Le projet de nouveaux statuts est joint en annexe de la présente délibération.

#### **2.1 Les membres du SMPBA**

Le projet de statuts prévoit que le SMPBA est constitué de la Communauté d'agglomération du Pays Basque et de la commune de Tarnos (Article 1<sup>er</sup> du projet de statuts pour le STACBA).

#### **2.2 Les compétences territoriales et matérielles du SMPBA**

Les nouveaux statuts du SYNDICAT prévoient qu'il est, sur l'ensemble du territoire de ses membres, une « *autorité organisatrice de la mobilité* » suivant la nouvelle terminologie posée par la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 *de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles* (ci-après « AOM »).

À ce titre il exerce les compétences liées à la mobilité qui lui sont dévolues par la loi, soit à titre obligatoire, soit à titre facultatif (ces compétences sont précisées à l'article 3 du projet de statuts pour le SMPBA).

Ainsi, le projet de statuts prévoit qu'en vertu des articles L. 1231-1 et L. 1231-2 du code des transports, le SMPBA organise et assure l'exploitation des services de transports réguliers de personnes urbains et non urbains sur son territoire.

Il est également prévu que le SMPBA organise les transports scolaires, en application de l'article L. 3111-7 du code susmentionné.

Dans le cadre de ces compétences obligatoires, le SMPBA a pour mission d'aménager l'ensemble des axes structurants de transports collectifs, en particulier ceux supportant un transport en commun en site propre et les pôles d'échanges multimodaux, dont les parcs relais.

Il peut, pour la réalisation de ces missions, procéder le cas échéant aux acquisitions foncières nécessaires. Il peut également, si nécessaire avec l'accord des collectivités ou autorités compétentes, assurer l'acquisition, la pose et l'entretien des abris voyageurs.

Le SMPBA concourt également au développement des modes de déplacement terrestres non motorisés et des usages partagés de véhicules terrestres à moteur.

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Ces compétences doivent conduire le SMPBA à :

- établir le plan de déplacement urbain (« PDU »), en application de l'article L. 1214-3 du code des transports ;
- élaborer des outils d'aide aux décisions publiques et privées ayant un impact sur les pratiques de la mobilité, en application de l'article L. 1231-8 du code des transports ;
- mettre en place un compte relatif aux déplacements présentant les différentes pratiques de mobilité dans l'agglomération et dans son aire urbaine, les coûts pour l'usager et la collectivité, en application de l'article L. 1231-8 du code des transports ;
- mettre en place un service d'information consacré à l'ensemble des modes de transports et à leur combinaison, à l'intention des usagers, en application de l'article L. 1231-8 du code des transports ;
- mettre en place un service de conseil en mobilité à l'intention des employeurs et des gestionnaires d'activités générant des flux de déplacements importants, ainsi qu'à l'intention de publics spécifiques, notamment les personnes handicapées et les personnes âgées, en application de l'article L. 1231-8 du code des transports.

Le nouveau projet de statut prévoit également que le SMPBA assure, en tant qu'AOM :

- l'organisation des services de transport à la demande en application de l'article L. 1231-1 du code des transports ;
- l'organisation d'activités d'auto-partage en application de l'article L. 1231-14 du code des transports ;
- la mise en place d'actions destinées à favoriser le covoiturage en application de l'article L. 1231-15 du code des transports ;
- l'organisation d'un service public de location de bicyclettes en application de l'article L. 1231-16 du code des transports.

Enfin, le SMPBA peut également, en vertu de l'article L. 1231-1, assurer l'organisation des services publics de transports de marchandises et de logistique urbaine en cas de carence de l'initiative privée.

### **2.3 La représentativité des membres du SYNDICAT au sein du Comité syndical**

S'agissant des règles de représentativité, conformément à ce qu'autorise l'article L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales, et pour tenir compte de l'ensemble du territoire de la Communauté d'agglomération du Pays Basque, il est proposé une répartition tenant compte de la population de chacun des deux membres (12 700 habitants pour la commune de Tarnos et 309 723 habitants pour la Communauté d'agglomération du Pays Basque – chiffres au 1<sup>er</sup> janvier 2017), soit :

- 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants pour la commune de Tarnos
- 34 délégués titulaires et 34 délégués suppléants pour la Communauté d'agglomération du Pays Basque.

Ainsi, ces chiffres portent à 36 le nombre de délégués titulaires au sein du comité syndical du SMPBA. La désignation de chaque délégué titulaire donne lieu, concomitamment, à la désignation d'un délégué suppléant qui pourra siéger au comité syndical avec voix délibérative en cas d'empêchement du titulaire.

### **2.4 L'organisation générale et le fonctionnement du SMPBA**

Les règles propres à l'organisation générale et au fonctionnement du SMPBA (désignation et attribution du comité syndical, du bureau et du Président, dispositions financières et autres) relèvent essentiellement du droit commun prévu par le code général des collectivités territoriales.

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

**3. Procédure**

L'évolution statutaire du SYNDICAT doit se faire dans les conditions prévues par les dispositions en vigueur applicables aux syndicats mixtes par renvoi de l'article L. 5711-1 du code général des collectivités territoriales, et prévues aux chapitres I<sup>er</sup> et II du titre I<sup>er</sup> du livre II de la V<sup>ème</sup> partie du même code.

Ces dispositions supposent :

- des délibérations concordantes du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays Basque et du conseil municipal de la commune de Tarnos en vue de l'adoption de ces nouveaux statuts ;
- un arrêté conjoint des préfets des départements des Landes et des Pyrénées-Atlantiques entérinant ces nouveaux statuts.

*Ceci étant exposé :*

*Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;*

*Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;*

*Vu le code général des collectivités territoriales,*

*Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2016 portant création de la Communauté d'agglomération du Pays Basque ;*

Considérant qu'il convient de délibérer en vue d'une évolution statutaire du Syndicat mixte des transports de l'Agglomération Côte Basque-Adour, notamment en ce qui concerne son périmètre, sans préjudice de la réalisation des actes nécessaires à intervenir de la part des collectivités concernées ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, décide :

- de se prononcer en faveur du projet de nouveaux statuts joint en annexe à la présente délibération ;
- d'autoriser M. le Président à notifier la présente délibération et le projet de statuts annexé aux membres du SYNDICAT et de les inviter à en délibérer ;
- d'autoriser M. le Président à prendre tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ADOpte**  
**ABSTENTION : Martine BISAUTA**

*Fait et délibéré en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.*

*Certifié exécutoire.*

*Transmis à la Sous-Préfecture*

*De Bayonne le ... 2.6 JUIN 2017..*

*Affiché le ... 2.6 JUIN 2017*

*Le Président*

*Claude OLIVE*

ART – SAINT PIERRE D'IRUBE – TARNOS

– Tel : 05 59 44 74 88 – Fax : 05 59 44 72 99

Acte certifié exécutoire



- Par publication ou notification le 26/06/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/06/2017